

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3337 - VENDREDI 5 OCTOBRE 2018

CFCO

Reprise attendue du trafic entre Pointe-Noire et Brazzaville



Interrompu depuis près de deux ans, le trafic ferroviaire entre les deux principales villes du Congo va bientôt reprendre.

Les travaux de réhabilitation des ouvrages d'art détruits par des bandits armés se trouvent en phase terminale.

Les équipes techniques du Chemin de fer Congo océan (CFCO) s'emploient aux derniers réglages en vue de la relance de la circulation prochaine des trains.

Page 3

GOUVERNANCE

Le comité national préoccupé par la gestion de la dette publique



Le lancement des activités du comité

Le comité national en charge de la gestion des passifs de l'Etat s'emploie à relancer ses activités, après une longue période d'hi-

bernation. Réunis le 4 octobre à Brazzaville, les membres de ce comité composé, entre autres, des cadres des régies financières, débattent des options à envisager pour une meilleure cohésion de la politique d'endettement de l'Etat, en tenant compte des objectifs de développement. [Page 3](#)

DÉPARTEMENT DU POOL

Besoin de plus de huit milliards FCFA pour financer le DDR

En vue de financer le programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants du Pool, qui s'étendra sur quatre ans, il est impérieux de mobiliser plus de huit milliards FCFA. La partie congolaise qui dispose de deux milliards FCFA a lancé, à l'endroit des partenaires techniques et financiers internationaux, une campagne de mobilisation des fonds. « Force est malheureusement de constater que le contexte économique et financier national actuel ne



Le présidium/Adiac

peut, en toute objectivité, permettre à notre pays de financer entièrement ce programme », a

regretté le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas. [Page 2](#)

CONSOMMATION

La vente promotionnelle des boissons alcoolisées interdite

Une circulaire du ministère du Commerce et des approvisionnements, datant du 2 octobre, interdit les ventes promotionnelles des boissons alcoolisées. Selon l'autorité ministérielle, les producteurs et impor-

tateurs incitent la population à la consommation des boissons de façon immodérée, faisant fi des conséquences graves de l'excès d'alcool sur la santé.

Page 4

Éditorial

Nations désunies !

Page 2

EDITORIAL

Nations désunies !

Alors que l'Assemblée générale des Nations unies vient de s'achever, le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne restera certainement pas dans les annales de la planète comme un moment remarquable, voire même tout simplement comme un évènement digne d'être conservé dans ses archives mondiales. Non seulement, en effet, elle n'a pas abordé réellement de front les problèmes essentiels auxquels la planète se trouve aujourd'hui confrontée, à commencer bien sûr par le dérèglement climatique qui menace la survie de notre planète, mais encore elle a vu les présidents de deux plus grandes puissances du temps présent, la Chine et la Russie, la bouder de façon ostensible et donc provocatrice.

Il est clair, au sortir de la réunion annuelle des Etats des cinq continents, que l'ONU a fait, comme on dit, son temps. Certes elle siège toujours dans le magnifique building en verre édifié sur les bords de l'East River, à New York, mais elle devient au fil du temps ce que le général de Gaulle avait dénoncé en son temps, à savoir un «machin» déconnecté de la réalité qui s'avère incapable de traiter les problèmes de ce temps et surtout de concilier les vues opposées des puissants de la Terre. Pour dire les choses de façon encore plus brutale, elle ne reflète plus les rapports de force de ce début de millénaire avec toutes les conséquences négatives que cela entraîne.

Conclusion provisoire de ce qui précède : le temps est venu de réformer les Nations unies et tout particulièrement son Conseil de sécurité qui est censé prévenir ou gérer les crises en préparation ou en cours dans différentes régions de la planète. Si elle ne le fait pas rapidement et ne modifie pas fondamentalement sa gouvernance interne, l'on peut être certain qu'elle volera tôt ou tard en éclats et que de nombreux pays s'en retireront avec le sentiment d'avoir été dupés pendant des décennies.

Toute la question est de savoir si les hommes et les femmes qui dirigent les différentes institutions de l'ONU prendront conscience tant qu'il en est temps du danger que leur passivité génère inexorablement. Mais également des conséquences dramatiques que leur refus de regarder la vérité en face aura inexorablement dans les années à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU POOL

Plus de huit milliards FCFA pour le financement du DDR

Les grands axes du programme Désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants (DDR-Pool) ont été présentés, le 4 octobre à Brazzaville, au cours d'une table ronde des partenaires techniques et financiers internationaux bilatéraux et multilatéraux.



Une vue des diplomates (Photo Adiac)

simplement aux experts. « Pour le moment, nous sommes dans la phase d'étude, c'est pour cette raison que j'ai posé un certain nombre de questions pour avoir les premiers éléments. Nous allons continuer à travailler avec les équipes des Nations unies pour lever un certain nombre de points d'interrogation, et je pense que c'est par cette méthode que nous arriverons à mieux cibler et à être complémentaires les uns des autres », a indiqué l'ambassadeur de France au Congo.

Bertrand Cochery a, par ailleurs, insisté sur le fait que tous les efforts engagés par des entreprises, notamment la réfection du Chemin de fer Congo océan, puissent avancer d'autant plus que la population a besoin de ces signaux. « Il faudra qu'il y ait une bonne compréhension de part et d'autre, entre les partenaires et le haut-commissariat », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

Pour financer le DDR sur une période de quatre ans dans le département du Pool, il faut mobiliser une somme de 8, 300 milliards FCFA, soit 16,6 millions de dollars ou 12,6 millions d'euros. En effet, la partie congolaise qui dispose déjà de deux milliards FCFA tend la main à ses partenaires techniques et financiers. C'est ainsi que le pays a lancé une campagne de plaidoyer sur la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme. « Force est malheureusement de constater que le contexte économique et financier national actuel ne peut, en toute objectivité, permettre à notre pays de financer entièrement ce programme », a lancé d'emblée le haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas.

Le document programme du DDR a été signé, le 31 août dernier, entre le gouvernement et les Nations unies. Sa vocation principale est de contribuer à la pacification et la sécurisation du département du Pool qui a connu deux ans de conflit armé.

Notons que cette table ronde a regroupé les ambassadeurs accrédités au Congo, les représentants des agences du système des Nations unies ainsi que d'autres partenaires. S'exprimant à cette occasion, le coordonnateur résident du système des Nations unies, Anthony Ohemeng Boamah, a rappelé les différentes activités menées depuis l'annonce de la résolution de cette crise. Il a, par exemple, cité le lancement récent du projet « Consolidation de la paix » et de la première phase du DDR dans le Pool.

Parmi les invités à cette rencontre, les ambassadeurs de France et d'Allemagne dont les pays financent déjà des projets dans le département du Pool. Selon Bertrand Cochery, l'attention doit être prêtée pour que l'argent aille bien à la population et non pas

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com	(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya	Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200	Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole. Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono	eMail : imp-bc@adiac-congo.com
DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo	ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama	MAQUETTE Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.		
RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout	RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34	INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.	TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala	INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé
Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi		ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Chef de service : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba	INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna	LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia Service International : Nestor N'Gampoula	RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Sports : Martin Enyimo Relations publiques : Adrienne Londole Service commercial : Stella Bope Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -	PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto	DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE) Directeur : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo IMPRIMERIE Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi Gestion des stocks : Elvy Bombete Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo Tél. : (+242) 05 629 1317	GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire NZONZI B. ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél.: 06 700 09 00 / Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

FINANCES

Des pistes à explorer pour alléger le fardeau de la dette publique

Le comité national en charge de la gestion des passifs de l'Etat a relancé ses activités, le 4 octobre, à Brazzaville. Les cadres des régies financières et des ministères sectoriels qui composent ce comité essayeront de trouver la meilleure option pour juguler les dettes intérieure et extérieure.

Institué depuis 2008, le comité national de la dette est jusque-là demeuré non opérationnel. Cet organe essentiel de gestion des dettes de l'Etat a pour mission d'élaborer, de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public. Il aura également pour mission de veiller à la cohérence de la politique d'endettement avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat.

Le directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget, Henri Loundou, qui ouvrait les

travaux du comité, a fixé les priorités du moment. « *L'activation de cet organe vise à corriger un immense besoin de coordination des activités de la dette de notre pays, activités qui sont actuellement fragmentées entre plusieurs entités. Une des priorités à donner à ce comité c'est d'abord d'actualiser le texte de base de la structure et surtout de réfléchir sur les modalités de son fonctionnement régulier* », a indiqué Henri Loundou.

À ce sujet, les experts du Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international



Le lancement des activités du comité (Photo Adiac)

ont effectué différentes missions en vue d'accompagner le secteur public congolais. Des recommandations pertinentes ont été faites sur l'amélioration de ce comité, a admis l'intervenant.

Si les chiffres de la dette exté-

rieure du pays sont connus, la dette intérieure n'est pas encore maîtrisée. C'est ainsi que des consultants ont été désignés pour déterminer la masse exacte de cette créance. « *Des opérations d'audit de la dette intérieure*

sont en cours et les cabinets en charge des opérations vont déposer sous peu les résultats de leurs enquêtes auprès du ministère des Finances. C'est à partir de ce moment que le gouvernement pourra, avec les moyens qu'il dispose, envisager l'apurement des passifs », a assuré Henri Loundou.

L'opération de l'audit de la dette intérieure commerciale produira un fichier unique de cette dette allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016. Les mandats vont surtout recenser les titres de créance par année ; déterminer les montants des arriérés au 31 décembre 2016 ; vérifier et valider ces titres ainsi que vérifier la certification du service fait et les calculs de liquidation.

Fiacre Kombo

CFCO

Reprise attendue de la circulation des trains entre Pointe-Noire et Brazzaville

Le trafic ferroviaire entre les deux plus grandes villes du pays, interrompu depuis environ deux ans, n'est pas encore rétabli. Les travaux de réhabilitation des ouvrages d'art détruits du fait de l'insécurité dans le Pool se trouvent en phase terminale. Les équipes techniques de la compagnie s'emploient aux derniers réglages en vue de la relance de la circulation des trains.

Entreprises depuis quelque temps par la compagnie ferroviaire, les opérations de désherbage du tronçon dans le Pool sont presque achevées, selon une source proche du dossier.

Le Chemin de fer Congo Océan (CFCO) était considéré dans le passé comme l'épine dorsale de l'économie nationale. Il représente une entité importante reliant la façade maritime et la partie septentrionale du pays.

Nonobstant la présence de la route nationale n°1, la voie ferrée demeure un mode de transport stratégique en ce qui concerne le transit des marchandises de grand tonnage. Elle permet, en effet, de desservir certaines localités enclavées situées dans le Pool ainsi que dans d'autres départements.

La rupture du trafic entre Pointe-Noire et Brazzaville présente des conséquences néfastes sur l'équilibre macroéconomique du pays. Cette interruption consécutive à la destruction des ponts entre les gares de Loulombo et Kinkembo a paralysé la circulation des trains entre les villes de Loutété, dans la Bouenza, et Brazzaville.

Les travaux de réfection des ouvrages endommagés ont porté, entre autres, sur le ferrailage et le bétonnage, l'enrochement et le recadrage des lits des cours d'eau, le ballastage et le nivellement de

la voie, l'engazonnement des talus, l'exécution des soudures, la construction des caniveaux.

Le retour progressif du climat de paix et de sécurité dans le Pool devrait conforter la relance du trafic ferroviaire dans cette partie du pays, en proie jusqu'à l'année dernière aux violences armées.

L'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités dans le Pool, conclu le 23 décembre 2017, entre le gouvernement et le pasteur Ntoumi, a balisé le chemin du retour de la paix dans cette région. A ce jour, plusieurs clauses de cet accord ont été exécutées, notamment la création de la commission ad hoc mixte paritaire, la levée du mandat d'arrêt lancé contre le pasteur Ntoumi, le retrait des éléments de la force publique dans certaines localités du Pool, le lancement de l'opération de ramassage des armes et munitions de guerre, la libre circulation des personnes et des biens.

L'interruption du trafic dans le Pool cause de sérieuses difficultés financières au CFCO dont les agents cumulent actuellement plusieurs mois d'arriérés de salaires. La reprise de la circulation des trains entre Pointe-Noire et Brazzaville devrait permettre à cette société publique de disposer d'une certaine marge de manœuvre pour pouvoir faire face à ses charges.

Christian Brice Elion

TALANGAI

Les services municipaux et déconcentrés à la quête des performances

La mairie du 6^e arrondissement de Brazzaville organise, les 4 et 5 octobre, un séminaire administratif de renforcement du personnel des services municipaux et déconcentrés évoluant sous sa tutelle.

Regroupant les chefs de service et autres agents de l'administration publique en poste à Talangai, le séminaire se penche, entre autres, sur des questions d'accueil et de réception des usagers, la gestion du courrier administratif. Les participants renforceront également leurs capacités sur la gestion des archives et documentation, l'élaboration des programmes d'activités, la rédaction des procès verbaux, rapports et comptes rendus.

« *Ce séminaire permettra de relever le niveau de rendement des agents évoluant à la mairie de Talangai en vue de nous permettre d'obtenir les performances attendues. Tout ceci au grand bonheur des usagers et de notre hiérarchie qui attend beaucoup de nous. Cependant, il n'y a pas de développement sans formation. Donc, la formation de l'homme constitue le levier de tout développement* », a souligné l'administrateur-maire de Talangai, Privat Frédéric Ndeké.

En effet, à la tête du sixième arrondissement depuis quelques



Le maire de Talangai, Privat Frédéric Ndeké

années, Privat Frédéric Ndeké pense qu'il était temps d'organiser cette formation au regard des performances de chaque agent sur le terrain. « *Vous êtes de convenance avec moi que mieux nos capacités seront renforcées, mieux nous exercerons avec succès les missions qui nous sont assignées. J'invite les participants à faire preuve de responsabilité et à se mettre résolument au travail pour que les enseignements dispensés puissent profiter à tous* », a-t-il exhorté.

Rappelons que dans le but de stimuler ses collaborateurs à plus de travail, l'administra-

teur-maire de Talangai avait organisé, le 1^{er} mai dernier, la première édition de l'émulation administrative. Ainsi, à cette occasion, les services de la réglementation, notamment l'état civil, celui de l'agriculture et de l'élevage ainsi que le quartier 610 Maman Mboulé avaient été primés. Privat Frédéric Ndeké annonçait également l'élargissement de cette initiative à d'autres services publics implantés dans son entité administrative. Il s'agit, entre autres, des hôpitaux, de la Caisse nationale de sécurité sociale, des impôts et les douanes.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DU COMMERCE,
DES APPROVISIONNEMENTS ET DE
LA CONSOMMATION

=====

CABINET

=====

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès
=====

N° 0141 /MCAC-CAB.-f

CIRCULAIRE

Portant interdiction de promouvoir la consommation immodérée d'alcool

Il m'est revenu que les producteurs et certains importateurs de boissons se lancent dans des promotions de vente de boissons alcoolisées, incitant la population à la consommation de boissons de façon immodérée, faisant fi des conséquences graves de l'excès d'alcool sur la santé humaine.

Ces pratiques consistent en des ventes aux prix les plus bas, défiant toute concurrence.

Pour préserver la santé de la population, je rappelle à tous que ces pratiques sont désormais interdites jusqu'à la publication des textes réglementant la promotion des boissons alcoolisées.

Le Directeur général du Commerce intérieur et le Directeur général de la Concurrence, de la répression des fraudes commerciales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application stricte de la présente circulaire qui prend effet à compter de sa date de signature.

Fait à Brazzaville, le 02 OCT 2018

Le Ministre d'Etat,
Ministre du Commerce,
des Approvisionnements et de la Consommation




Alphonse Claude N'SILOU.-

SANTÉ PUBLIQUE

Des soins gratuits pour près d'un million de Congolais

L'opération a été menée, du 1^{er} au 2 octobre à l'hôpital de base de Mfilou, à Brazzaville, par une mission médicale chinoise, dans le cadre de la célébration du soixante-neuvième anniversaire de la fête nationale de la République populaire de Chine.

La cérémonie a commencé par la levée des drapeaux congolais et chinois, accompagnée de l'intonation des hymnes nationaux des deux pays. Pour rappel, le 1er octobre 1949, le président chinois, Mao Tse Toung, avait déclaré la Chine comme étant une République populaire. C'est ainsi que chaque année, le pays célèbre cette proclamation à cette date. Pour commémorer cet événement à Brazzaville, la vingt-cinquième mission médicale chinoise au Congo a pensé mener une action sanitaire en consultant et donnant des soins gratuits à la population, notamment celle de Mfilou et ses environs. Durant deux jours, des consultations suivies des traitements ont eu lieu en médecine générale, stomatologie, ophtalmologie, ORL, pédiatrie, gynécologie, etc. Des conditions y

ont été mises en place pour recevoir la foule immense venue pour les soins.

L'administrateur maire de Mfilou, Jean-Marie Ndzinga Ondemba, s'est satisfait de recevoir l'ambassadeur et toute sa suite à l'hôpital de Mfilou. « C'est pour nous, la population de Mfilou, un réel plaisir et une joie immense de vous recevoir à l'hôpital sino-congolais, parce que c'est aussi votre hôpital », a-t-il déclaré.

L'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin, s'est dit particulièrement heureux d'assister à cette campagne. Il a, en outre, rappelé que la coopération sino-congolaise se portait bien. Pour preuve, lors de l'ouverture du sommet de Pékin, le président chinois a prononcé un discours dans lequel il a parlé de la santé, un domaine très important, a indiqué l'ambassadeur.

« Le métier de médecin sauve la vie et promeut le bien-être de la population. Nos médecins comme les vôtres ont un métier important... Je viens ici avec un grand plaisir de voir les médecins chinois et congolais tra-



L'équipe médicale chinoise consultant les malades qui sont prévues.

vailler ensemble pour soigner les malades. C'est une bonne chose... Bonne fête chinoise et une bonne fête conjointe à tout le monde », a-t-il ajouté.

Au nom de la ministre de la Santé et de la population, le directeur général des hôpitaux, le Dr Ulriche Biez, a remercié la Chine pour de nombreuses actions qu'elle ne cesse d'entreprendre au bénéfice de la population congolaise, dans le domaine sanitaire. Il a également notifié qu'il y en a encore d'autres

« C'est ici l'occasion de remercier la vingt-cinquième mission chinoise... Je dois également la remercier pour l'initiative de lancer cette campagne des soins et de consultations gratuites à l'endroit de la population congolaise. Elle va durer deux jours, on aimerait que cela dure un peu plus mais la santé n'a pas de prix. Deux jours, c'est déjà énorme », a déclaré le directeur général des hôpitaux.

L'hôpital de Mfilou, ouvert en 2013, très bien équipé, est un hôpital de base construit grâce à la coopération sino-congolaise. Dans tout le Congo, a poursuivi le Dr Ulriche Biez, il n'y a que deux hôpitaux de base qui ont un scanner, à savoir l'hôpital de Mfilou et celui de Talangai. La Chine est déterminée à accompagner le Congo dans le domaine de la santé. En juillet dernier, il a été signé un protocole d'accord pour améliorer des activités ophtalmologiques.

Enfin, l'équipe médicale a montré sa satisfaction à l'issue des consultations alors que la directrice de cette structure sanitaire, Béatrice Pongui, a indiqué que la Chine a offert à cet hôpital de base un don d'équipements medicotechniques. « Ils nous ont amené quelques matériels pour permettre à cette équipe qui vient d'arriver de pouvoir faire de bons diagnostics et offrir de bons soins. Des experts sont venus pour apprendre aux intervenants qui sont ici à faire mieux », a-t-elle déclaré, à l'issue de la cérémonie.

Bruno Okokana

SOLIDARITÉ

Des donateurs au chevet des personnes du troisième âge

La Caritas Sainte-Anne, en collaboration avec le colonel Rémy Ayayos Ikounga, a organisé une collecte de fonds et de vivres, le 3 octobre à Brazzaville, pour soulager les peines des personnes âgées de l'hospice Paul-Kamba.

« Notre foi agissante en tant que chrétien nous oblige à nous soucier des personnes fragiles, défavorisées par certaines circonstances de la vie », a déclaré le colonel Rémy Ayayos Ikounga, mécène des œuvres philanthropiques, à l'occasion de la collecte de fonds et des vivres.

La 28^e Journée internationale des personnes de 3^e âge, normalement commémorée le 1er octobre de chaque année, a été



Les donateurs en compagnie des personnes du troisième âge / Adiac

diférée au 3 octobre.

Plusieurs donateurs et bienfaiteurs ont fait preuve d'altruisme en assistant ces vieillards dans le

besoin. « Chers donateurs, vous vous investissez sans compter pour les pauvres. Sans vous, nous ne pouvons en aucun cas

accomplir notre œuvre caritative », a indiqué le président de la Caritas Sainte-Anne, Jean-Marie Baboungou-Poaty, saluant l'élan de cœur de ceux qui sont venus au chevet de ces personnes de troisième âge.

Les donateurs ont eu droit à une visite guidée de l'hospice Paul-Kamba pour toucher du doigt les réalités de cette maison d'accueil qui n'est pas seulement un hospice d'hébergement des vieillards abandonnés mais aussi un centre qui ravitaille en vivres les pauvres, les démunis, les personnes vulnérables, selon Jean-Marie Baboungou-Poaty. Il a, par ailleurs, remercié l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de

la Fondation Congo-Assistance, qui ne cesse de les accompagner dans la prise en charge sanitaire et funéraire des pensionnaires internes depuis près de deux décennies. Tout comme le colonel Rémy Ayayos Ikounga qui a significativement contribué à l'amélioration du cadre de vie de ces pensionnaires en reconstruisant et en rééquipant l'hospice Paul-Kamba.

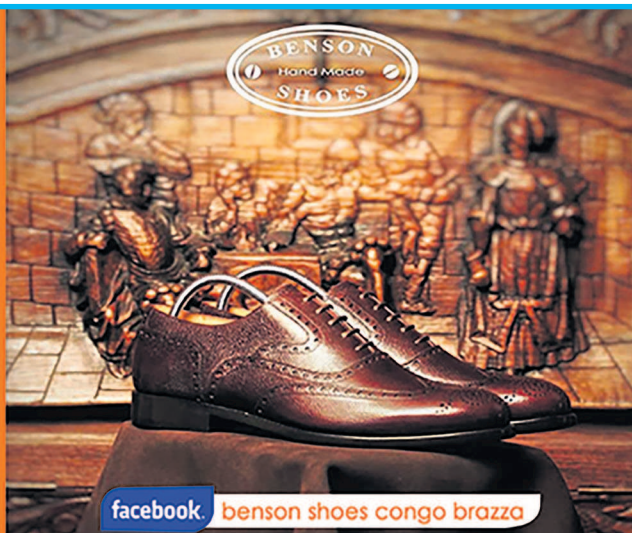
L'abbé Serge Armand Kiyindou, curé-recteur, a exhorté à la reconnaissance sans condition de ceux qui ont donné la vie, puisqu'il a également évoqué des témoignages à travers lesquels certains enfants abandonnent leurs parents sans raison valable.

Rominique Makaya

LIQUIDATION TOTALE SUR TOUTE
LA COLLECTION DE VOS CHAUSSURES

-75%

95.000 FCFA



facebook benson shoes congo brazza

+ CADEAUX
1 EMBOUCHOIR OFFERT

L'ORIENTALISTE

208 Avenue Nelson Mandela face Mickael Hotel
Tel. 04 400 93 01/ 06 520 54 05

JUSTICE INTERNATIONALE

Les plaidoiries du procès Gbagbo repoussées au mois de novembre

Les audiences sur une demande d'acquittement de l'ex-président ivoirien pour crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale (CPI) reprendront le mois prochain, après le délai obtenu le 3 octobre par la défense pour préparer sa plaidoirie.

Laurent Gbagbo est jugé pour des crimes contre l'humanité présumés commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011 qui a fait des milliers de morts en Côte d'Ivoire. Il est le premier ancien chef d'Etat à avoir été remis à la CPI qui siège à La Haye, aux Pays-Bas.

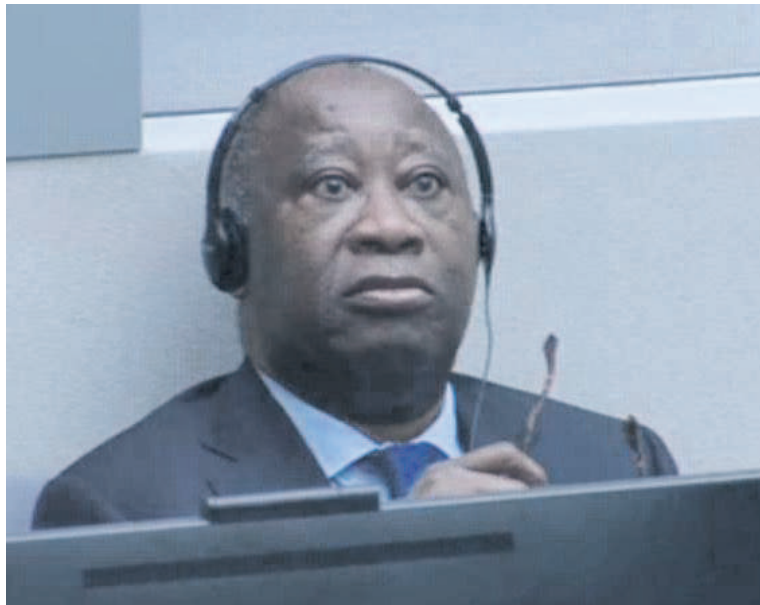
Les audiences devant la Cour sur la demande d'acquittement étaient prévues jusqu'à vendredi. Lors de l'ouverture des plaidoiries mercredi, la défense a formulé le souhait de bénéficier d'un délai afin de « pouvoir répondre à tous les arguments de l'accusation ».

Après plus de deux ans de procès, la défense estime que les éléments de l'accusation sont « insuffisants » pour prouver les charges « au-delà de tout doute

raisonnable » et réclame un non-lieu total.

Les demandes sont similaires dans le camp de la défense de Charles Blé Goudé, ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes fidèles à l'ancien président. Charles Blé Goudé aurait été à la tête d'hommes ayant tué et violé des centaines de personnes dans le but de maintenir Laurent Gbagbo à la tête du pays.

« Nous sommes confrontés à un rapport de la réponse de l'accusation de près de 1 100 pages (...) et aux 1500 pages des transcripts des audiences depuis lundi », a indiqué Geert-Jan Knoops, avocat de Charles Blé Goudé. « Si nous devons passer en revue et dans les détails les transcripts de ces



Laurent Gbagbo

derniers jours, dans lesquels nous constaterons un certain nombre d'incohérences, nous

aurons besoin de jours supplémentaires », a-t-il ajouté.

Le juge Cuno Tarfusser a répon-

du favorablement à la demande à laquelle « s'est associé » l'avocat de Laurent Gbagbo, Emmanuel Altit. « Les audiences reprendront le 12 novembre et se tiendront jusqu'au 20 novembre », a déclaré le juge.

Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé sont accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité: meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains. Tous deux ont plaidé non coupable.

Les violences en Côte d'Ivoire ont fait plus de trois mille morts en cinq mois, entre décembre 2010 et avril 2011, durant une crise née du refus de Laurent Gbagbo de céder le pouvoir à son rival, Alassane Ouattara, reconnu vainqueur de la présidentielle.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN

Le soutien de Samuel Eto'o à Paul Biya suscite des remous

La star camerounaise du football a annoncé, le 2 octobre, à la sortie d'une audience pour laquelle il accompagnait Ahamad Ahamad, le patron de la Confédération africaine de football à la présidence du Cameroun, qu'il votera le 7 octobre pour le « candidat président ».

« Je n'ai aucun doute. Je sais déjà pour qui je vais voter et j'invite mes frères à faire comme moi. Moi je vais voter Paul Biya pour toutes ces choses qu'il m'a apportées dans ma vie, dans ma carrière », a-t-il déclaré. Insistant sur la nécessité pour ses fans de faire comme lui, Samuel Eto'o a dit que cela était très important, parce que l'actuel président camerounais est un « leader rassembleur ».

Le soutien de Samuel Eto'o à Paul Biya est fortement critiqué au Cameroun et à l'étranger. A Yaoundé, par exemple, Akere Muna, candidat à la présidence qui a été l'un des premiers à réagir à cette annonce, s'est dit « triste et choqué ». Il a souligné que la décision de la star de football n'était pas bien accueillie, rappelant que Samuel Eto'o, aujourd'hui âgé de 37 ans, avait tout juste un an lorsque Paul Biya commença à diriger le pays. D'autres réactions plus nombreuses se trouvent sur les réseaux sociaux où certains Camerounais le qualifient de « traître ». Pourtant, Samuel Eto'o n'est pas le seul ancien lion indomptable à avoir indiqué qu'il votera pour Paul Biya. Rigobert Song, ancien capitaine et recordman de sélections avec le Cameroun, avait déjà, le 28 septembre dernier durant la campagne électorale, invité les Camerounais à voter Paul Biya, bref, à « le soutenir pour aller ensemble plus loin ».

Parmi les candidats en lice du scrutin qui s'annonce, le chef de l'Etat sortant est donné favori malgré de fortes tensions dans les régions anglophones. Il fera face à des candidats comme Joshua Osih du Social democratic front, principal parti d'opposition ; l'avocat et ancien vice-président de Transparency international, Akere Muna; et le président du parti Mouvement pour la renaissance du Cameroun et ancien ministre passé dans l'opposition, Maurice Kamto. Mais aucune coalition de l'opposition n'a été formée pour cette élection à un tour, chacun se disant sûr de ses chances d'être élu. C'est dire que cette année, comme en 2011, il semble compliqué d'entrevoir une victoire d'un candidat de l'opposition. À l'époque, Paul Biya avait été réélu avec 77,98% des suffrages et Paris comme Washington avaient noté de « nombreuses irrégularités » lors du scrutin.

Le scrutin va se dérouler dans un contexte sécuritaire tendu
L'élection présidentielle camerounaise va se dérouler dans un contexte sécuritaire tendu : les incursions du groupe djihadiste nigérian Boko Haram se poursuivent dans le nord du pays, pendant que les deux régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest sont le théâtre d'un conflit meurtrier entre



Paul Biya s'entretenant avec Ahamad Ahamad accompagné de Samuel Eto'o

l'armée et des séparatistes radicaux. Ceux-ci ont menacé d'empêcher le bon déroulement du scrutin dans ces régions quadrillées par les forces de l'ordre et de sécurité.

Selon des analystes, jamais une élection camerounaise n'avait pris place alors que l'armée est déployée dans trois des dix régions du pays : l'extrême-nord, où elle combat les djihadistes de Boko Haram, et les deux régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest, où des séparatistes armés réclament l'indépendance. Malgré cela, le ministre de l'Administration territoriale a assuré la population que le scrutin va se dérouler dans de bonnes conditions. Le président Paul Biya a, de son côté, souligné que les conflits armés que son pays connaît ne sont que des « troubles ».

Durant la campagne électorale,

quatre candidats des neuf en lice étaient les plus distingués par leurs meetings et les diverses manifestations publiques. En tête des préoccupations que les intéressés ont évoquées, figure notamment la crise sécuritaire dans les deux régions anglophones, d'autant que depuis des mois, la violence n'a cessé de croître dans les principales villes de cette partie du pays. L'armée y est quotidiennement aux prises avec des combattants séparatistes représentant la frange radicalisée d'un vaste mouvement de mécontentement de la population anglophone, né fin 2016. A l'approche du jour du vote, les résidents de ces régions vivant depuis des semaines sous couvre-feu ont été contraints à fuir dans le sud-ouest et le nord-ouest. Pour avoir réédité début septembre sa

« Vision pour le Cameroun » compilée dans un ouvrage en 1987 et dépêché des soutiens de plateau en plateau télévisé défendre son bilan, le président-candidat, Paul Biya, a su cette année, comme à l'accoutumée, mobiliser des foules à ses meetings.

Contrairement aux trois dernières élections pour lesquelles l'opposant de toujours, Ni John Fru Ndi, était le principal challenger, « le scrutin semble en 2018 plus ouvert », notent les analystes. « C'est la première fois dans l'histoire du Cameroun qu'il y a des candidats d'opposition aussi démarqués qui ont de vraies offres politiques chacune différente », a estimé Fred Eboko, politologue camerounais à l'Institut de recherche et développement.

N.N'G.



PROMO RENTRÉE SCOLAIRE

LES GAGNANTS DE LA SEMAINE DU 24 SEPTEMBRE 2018

053675615	KIT PRIMAIRE	055868677	KIT LYCÉE	055956912	50 000F
053501186	KIT PRIMAIRE	055432403	KIT LYCÉE	040255701	50 000F
056258187	KIT PRIMAIRE	053262735	KIT LYCÉE	044832141	50 000F
057224726	KIT PRIMAIRE	044080504	KIT LYCÉE	053256563	50 000F
050839787	KIT PRIMAIRE	055499604	KIT LYCÉE	055246798	50 000F
044752761	KIT PRIMAIRE	053226825	KIT LYCÉE	050771881	50 000F
050715192	KIT PRIMAIRE	056175589	KIT LYCÉE	057009898	50 000F
050833218	KIT PRIMAIRE	044622429	KIT LYCÉE	050424289	50 000F
050563722	KIT PRIMAIRE	055706004	KIT LYCÉE	055367269	50 000F
040663602	KIT PRIMAIRE	050670762	KIT LYCÉE	050222847	50 000F
053797070	KIT COLLÈGE	053788676	20 000F	053704308	100 000 F
055855875	KIT COLLÈGE	040275579	20 000F	055095693	100 000 F
044482727	KIT COLLÈGE	057028871	20 000F	055282139	100 000 F
056862004	KIT COLLÈGE	044460385	20 000F	055830675	100 000 F
053397370	KIT COLLÈGE	055571343	20 000F	055969613	100 000 F
056523747	KIT COLLÈGE	055511086	20 000F	040275579	100 000 F
044310438	KIT COLLÈGE	055586343	20 000F	056334126	100 000 F
055267557	KIT COLLÈGE	044912731	20 000F	040236836	100 000 F
053312319	KIT COLLÈGE	055516045	20 000F	056100111	100 000 F
044277931	KIT COLLÈGE	057741843	20 000F	044586052	100 000 F

LE RESEAU DES SMARTPHONES

LA
RENTRÉE
GÉNÉREUSE

LE DÉCODEUR HD
+ LA PARABOLE
~~A 25 000 FCFA~~
10 000 FCFA*

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S. AU CAPITAL DE 3 912 064 € - 592 033 401 RCS NANTERRE

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

06 877 92 92
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

*Tarif TTC en vigueur du 18/09/2018 au 30/09/2018 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : ESSENTIEL+, ACCESS+, EVASION, EVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. Décodeur à 30 000 FCFA pour la formule ACCESS. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LES BOUQUETS
CANAL+



Accédez à un univers de privilèges

- ☑ Organisation de vos voyages vers toutes les destinations
- ☑ Accès aux lounges VIP des aéroports
- ☑ Livraison de vos achats en ligne à domicile
- ☑ Offre d'une carte Prestige utilisable sur un large réseau de partenaires

everywhere you go

mtncongo.net

***150#**



FOOTBALL NATIONAL

Jean-Guy Blaise Mayolas promet de relever le défi du développement

Ayant compris qu'il ne gagnera pas la bataille seul, le nouveau président de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), dans la foulée de son élection, a pris une importante décision qui témoigne de sa volonté de réunir toute la famille de cette discipline sportive.

Jean-Guy Blaise Mayolas a été élu le 3 octobre à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, président de la Fécofoot pour un mandat de quatre ans, succédant ainsi à Jean-Michel Mbono. Le nouveau président a décidé de lever les sanctions qui frappaient les dirigeants sportifs et techniques. Il a élevé en même temps son prédécesseur au rang de président d'honneur.

« Pour marquer ce nouveau départ, je vous annonce solennellement l'élévation de Jean-Michel Mbono au grade de président d'honneur de la Fédération congolaise de football ainsi que la levée de toutes les sanctions des dirigeants sportifs et techniques. Tous ensemble pour construire une nouvelle vision du football congolais », a-t-il déclaré.

Devant les quarante-quatre électeurs qui lui ont tous fait confiance, Jean-Guy Blaise Mayolas a réaffirmé son engagement de faire de la Fécofoot une fédération forte, influente et financièrement stable, sans oublier sa volonté de réconcilier tous les acteurs du football congolais puis assurer le rayonnement national et international de toutes les compétitions organisées par la Fécofoot. «

Ma vision aujourd'hui est de faire du football congolais, à l'horizon 2023, un puissant facteur de cohésion sociale, d'unité nationale, de développement économique et de rayonnement de notre pays », a-t-il expliqué.

Il a assuré conduire, avec la collaboration des membres du comité exécutif et des acteurs, le football congolais vers un sport mieux organisé et plus fonctionnel, en professionnalisant l'organisation des compétitions nationales. Ses objectifs stratégiques, a-t-il rappelé, gravitent autour de quinze axes et reposent sur quatre piliers essentiels, à savoir la bonne gouvernance et une administration rigoureuse, l'adhésion et l'implication de tous les acteurs, la professionnalisation du football national et le développement de partenariats nationaux et internationaux solides.

Le choix de la continuité

Le nouveau bureau de la Fécofoot n'a accueilli que trois nouveaux membres au lieu de quatre, à savoir Roger Loembé, Alain Roger Fouka et Jean Eloi Mankou. Ce dernier remplace Benoît Nkokolo, décédé depuis quelques mois. Albert Gom-



Photo de famille

bé qui devrait remplacer Charles Otendé, candidat au poste de deuxième vice-présidence, s'est retiré pour des raisons personnelles. Son poste est resté vacant et ne trouvera de preneur qu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de la Fécofoot.

Le bureau de Jean-Guy Blaise Mayolas s'inscrit dans la continuité de celui de Jean-Michel Mbono puisque Jean-Médard Moussodia devient le premier vice-président. Jean-Paul Fouani est le troisième, Jean-Médard Kossa, le quatrième et Karl Boniface Malalou, le cinquième vice-président. Comme membres, Gobard Ngami, Victor Magloire Nganguia,

Léon Florent Okoula, Landry Loembé, Alain Roger Fouka ; Virginie Lucienne Moukoko (football féminin), Zéphirin Mouko (médecin), Jean Eloi Mankou (entraîneur), René Daniel Louzaya (arbitre).

Le Suisse d'origine congolaise, Veron Mosengo Omba, qui a supervisé les élections en sa qualité de délégué de la Fédération internationale de football association (Fifa), a assuré le nouveau bureau de la volonté de la Fifa d'accompagner la Fécofoot par la mise en place d'un système de formation des joueurs et entraîneurs. « La Fifa est là pour vous aider. Il faut que les enfants jouent », a-t-il souhaité.

Le deuxième vice-président de la Confédération africaine de football (CAF), Constant Omari, a, lui aussi, témoigné la volonté de la CAF à accompagner le nouveau bureau de la Fécofoot dans sa lourde tâche avant d'insister sur la stabilité du groupe.

« L'unité et la stabilité constituent le gage du développement. Il n'y a qu'un comité stable qui peut matériellement avoir le temps de mettre en pratique son programme. La stabilité permet à la CAF et à la Fifa de s'investir à moyen et à long terme dans le programme de développement », a-t-il expliqué.

James Golden Eloué

DOCUMENT

La croissance de l'Afrique subsaharienne sera plus lente que prévu

Un rapport semestriel de la Banque mondiale nommé «Africa's Pulse», dont la dernière édition est parue le 3 octobre, rapporte que les économies de la sous-région continuent de se redresser, après avoir marqué le pas en 2015-2016, mais à un rythme plus lent que prévu. Le document propose aux Etats de diversifier les investissements pour créer des emplois et améliorer le rendement des entreprises ainsi que des travailleurs.

La croissance de l'Afrique subsaharienne sera plus lente que prévu, souligne «Africa's Pulse» lancé mercredi à Washington. Ce ralentissement, explique le document, tient en partie à une conjoncture internationale moins favorable pour la région. Les échanges mondiaux et l'activité industrielle s'essouffent, marqués par la chute des cours des métaux et des produits agricoles en raison des inquiétudes liées aux tarifs douaniers et à une demande plus incertaine.

S'il est vrai que les prix du pétrole devraient augmenter en 2019, ceux des métaux pourraient rester modérés du fait de la baisse de la demande, notamment en Chine, signale «Africa's Pulse». Selon le document, les pressions exercées sur les marchés des capitaux se sont accentuées dans les économies émergentes et les inquiétudes concernant

les dettes libellées en dollars se multiplient, avec la hausse de la valeur de la devise américaine. Le ralentissement de la reprise en Afrique subsaharienne, de 0,4 point de moins que les prévisions du mois d'avril, à en croire le texte, s'explique par la modeste performance des trois plus grandes économies de la région. «Africa's Pulse» montre que la baisse de la production pétrolière en Angola et au Nigeria a neutralisé la hausse des prix du pétrole et, en Afrique du Sud, la faible croissance de la consommation des ménages a été exacerbée par la contraction de l'activité agricole.

La dette publique toujours en hausse dans certains pays

Par ailleurs, la croissance dans le reste de la région a été stable. Plusieurs pays d'Afrique centrale, exportateurs de pétrole, ont bé-



La présentation du rapport «Africa's Pulse»

néficié de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation de la production pétrolière. L'activité économique est restée solide dans les pays à forte croissance peu dotés en ressources naturelles, tels que la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Rwanda, soutenue par la production agricole et les services, du côté de la production, et par la consommation des ménages et l'investissement public, du côté de la demande.

La dette publique est restée à un niveau élevé et continue d'augmenter dans certains pays. La

viabilité de cette dette publique risque d'être compromise par l'affaiblissement des monnaies et la hausse des taux d'intérêt associée à la modification de la composition de la dette. Le rapport met également en garde contre les risques de dérapages budgétaires, de conflits et de chocs climatiques. « Il y a donc tout lieu de mettre en œuvre des politiques et des réformes susceptibles de renforcer la résilience des pays et de doper la croissance potentielle à moyen terme », conseille-t-il.

« Pour accélérer et soutenir une dynamique de croissance inclusive, les responsables politiques doivent continuer de donner la priorité aux investissements qui privilégient le capital humain, limitent les risques de mauvaise allocation des ressources de l'État et stimulent la productivité », explique Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Ils doivent, par ailleurs, se donner les moyens de gérer les nouveaux risques découlant de la modification de la composition des flux de capitaux et de la dette », poursuit-il.

Ce numéro d'«Africa's Pulse» consacre un dossier spécial sur la baisse de la productivité du travail en Afrique subsaharienne et les moyens d'y remédier. « Les réformes devraient notamment englober des politiques qui encouragent les investissements dans des secteurs autres que celui des ressources, créent des emplois et améliorent le rendement des entreprises et des travailleurs », explique Cesar Calderon, économiste principal et auteur principal du rapport.

Quentin Loubou

LIGUE DES CHAMPIONS

Barça, PSG, Dortmund et Atletico répondent présent

Les grosses cylindrées ont répondu présent, mercredi soir, lors de la deuxième journée de la phase de groupe de la compétition. Messi, Neymar ou Griezmann, buteurs, se sont illustrés.

Dortmund et Griezmann régalent, Monaco agonise (groupe A)

L'Atlético Madrid avait été gâté par le tirage, en étant opposé d'entrée aux deux équipes réputées les plus faibles du groupe. Le vainqueur de la

après cet événement, les Monégasques avaient dominé des Allemands traumatisés.

Mercredi, les Jaune et noir ont encore été fragiles pendant une mi-temps. Mais le 18e de Ligue 1, peu inspiré, a laissé passer sa chance et

le PSV (4-0), l'Argentin a encore été magnifique, marquant deux fois, passant et touchant même deux poteaux.

Le duel pour la tête de poule risque bien d'être une bataille Barça-Inter: Mauro Icardi a encore délivré les Milanais sur la pelouse du PSV Eindhoven (2-1), comme contre Tottenham deux semaines plus tôt.

Il a nettoyé l'autre lucarne serbe en fin de match, sur un nouveau coup franc génial (81e mn).

Thomas Tuchel peut souffler: la machine offensive parisienne n'est pas rouillée et les trois autres éléments du quatuor - Mbappé, Cavani, Di Maria - ont tous marqué.

La machine des Reds a de son côté été plus qu'enrayée, sur le terrain de

coudes à coudes, le Lokomotiv à la traîne (groupe D)

Le Lokomotiv Moscou, champion de Russie, sèchement battu 3-0 sur le terrain de Galatasaray deux semaines plus tôt, n'a toujours pas trouvé la recette, surpris chez lui contre Schalke (1-0 McKennie à la 88e mn).

En ce jour de fête nationale allemande, c'est un sans-faute pour les clubs de Bundesliga au lendemain de l'accroc du Bayern contre l'Ajax (1-1). Schalke figure en tête d'un indécis groupe D aux côtés de Porto, victorieux chez lui de Galatasaray (1-0, but du Malien Moussa Marega à la 49e mn).

Messi prend la tête, Neymar et Dybala régalent

Un triplé lors de la première journée, un doublé pendant la deuxième mercredi: Lionel Messi semble bien décidé à revenir sur Cristiano Ronaldo au classement des meilleurs buteurs de l'histoire de la Ligue des champions.

Avec cent cinq buts, l'Argentin du Barça reste à quinze longueurs du Portugais, mais a déjà refait un quart de son retard en deux rencontres. Neymar a lui débouqué son compteur cette saison avec le Paris SG, par un sublime triplé contre l'Etoile rouge de Belgrade. Avec trente buts dans cette compétition, il égale Kaka et devient, à égalité avec son compatriote, le Brésilien ayant marqué le plus de buts dans l'histoire de la C1. Mardi, l'Argentin Dybala avait également réalisé le triplé, permettant à la Juventus de battre le FC Bâle (3-0).

Camille Delourme avec AFP



Avec un doublé, Lionel Messi prend la tête du classement des buteurs (Glyn Kirk/AFP)



Neymar a brillé avec un triplé lors de la 2e journée (Anne-Christine Poujoulat/AFP)

Ligue Europa ne s'est pas fait prier: après leur victoire à Monaco (2-1) en ouverture, les partenaires d'Antoine Griezmann, double buteur, ont maîtrisé Bruges à domicile (3-1) et peuvent se pencher sereinement sur l'important duel à venir contre Dortmund.

Au Signal Iduna Park, le Dortmund-Monaco du soir avait lui un goût de souvenir, dix-huit mois après l'attentat perpétré contre le bus du Borussia, le 11 avril 2017, lors du dernier accueil de l'ASM en C1. Vingt-quatre heures seulement

Larsen, Alcacer puis Reus ont offert la victoire aux leurs.

Vers un duel Barça-Inter (groupe B)

A Wembley, on n'a parlé que de sport - et de pelouse usée -, avec un spectaculaire Tottenham-Barcelone au programme. Mais le choc du groupe a tourné court dès la 2e mn, avec l'ouverture du score de Coutinho.

Pour la 100e cape de Gerard Piqué en C1, les Blaugranas ont assuré le show, avec un nouveau festival de Messi (4-2). Après son triplé contre

Catalans et Intéristes ont rendez-vous le 24 octobre, au Camp Nou.

Naples se relance face aux Reds, Paris sans pitié contre Belgrade (groupe C)

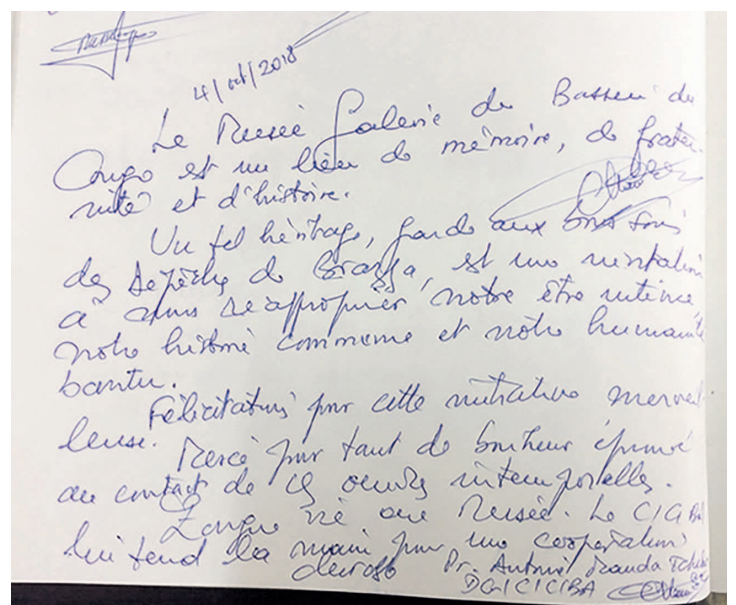
Neymar se devait de prendre ses responsabilités dans la compétition reine après un match décevant à Liverpool (défaite 3-2). Il l'a fait en deux minutes contre l'Etoile rouge de Belgrade, assénant un superbe coup franc direct en lucarne (20e mn) et concluant avec lucidité une

fringants Napolitains, délivrés par Lorenzo Insigne en fin de match (1-0). Jürgen Klopp a non seulement perdu son milieu Naby Keita, évacué sur civière en vingt minutes à peine, mais aussi des points précieux dans une poule d'où seuls deux «gros» sortiront vivants.

Que les finalistes sortants se rassurent: même le Real Madrid, triple vainqueur en titre, a pataugé lors de cette deuxième journée (défaite 1-0 à Moscou contre le CSKA mardi).

Galatasaray, Schalke et Porto aux

ARRÊT SUR IMAGE



Le Pr. Antoine Manda Tchewba, directeur général du Centre international des civilisations bantou, entouré de Dan Dominique Lutumba (architecte) et de Djoson Philosophe, a visité, le jeudi 4 octobre 2018, le Musée galerie du Bassin du Congo. Il a écrit dans le livre d'or, photo ci-jointe.



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN (E) AUDITEUR (TRICE) /CONTROLEUR (EUSE) INTERNE TERRAIN

La Délégation de la Croix-Rouge française en République du Congo, procède au recrutement d'un (e) auditeur (trice)/Contrôleur (euse) interne terrain dans le cadre du projet financé par le Fonds Mondial de lutte contre le VIH-Sida la Tuberculose et le Paludisme sur le Nouveau Cycle de Financement en République du Congo, en République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo.

- Les principales missions de l'ACIT sont :**
- Accompagner les responsables du contrôle interne de chaque délégation dans la compréhension, l'appropriation des règles et procédures de contrôle interne
 - Contribuer à l'élaboration de la cartographie des risques et des fiches de risques et en assurer le monitoring
 - Préparer et réaliser des missions de contrôle et/ou d'audit interne(s) portant sur les dispositions du Manuel des Opérations Internationales (MOPI), les contraintes bailleurs relatives aux conventions de financement, à la mise en œuvre des projets et au fonctionnement des délégations
 - Formuler des recommandations visant l'amélioration des procédures, du fonctionnement et de l'efficacité des actions
 - Contribuer à la mise à jour périodique du MOPI et des obligations contractuelles/bailleurs; et à la vulgarisation des bonnes pratiques de gestion
 - Coordination des activités de préparation et d'organi-

sation du bon déroulement des missions d'audit externes

- Organiser / Animer des sessions de sensibilisation sur la lutte contre la fraude et la corruption

- Formation**
- Diplôme : Niveau Bac+5 en audit, en gestion, en économie
- Compétences techniques:
- Connaissances en techniques et méthodologie d'audit, de contrôle interne, de gestion financière
 - Maîtrise des principes fondamentaux relatifs aux règles de passation de marché
 - Maîtrise du pack office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook)
 - Des Connaissances sur SAGA et sur les mécanismes, procédures de financement des Partenaires Techniques et Financiers des ONG (comme le Fonds Mondial, l'Union Européenne, l'AFD, l'USAID, etc...) constituent un plus.

- Expérience exigée :**
- 3 années d'expérience : audit ou management d'équipe de gestion administrative et financière

- Qualités et personnalité requises :**
- Capacité d'analyse et de synthèse sur des problématiques diverses et variées en lien avec le management d'une organisation humanitaire internationale

- Intégrité et Exemplarité
- Bonne capacité de communication (orale et écrite)
- Diplomatie et Fermeté
- Aisance relationnelle
- Discrétion et Ethique d'un(e) professionnel de l'humanitaire
- Rigueur dans le travail et Impartialité dans le jugement
- Dynamisme et forte sensibilité pour le travail de recherche / documentation

- Condition administrative :**
- Etre de nationalité Congolaise ou autorisé(e) à travailler au Congo Brazzaville avec des facilités de séjour en RDC et en RCA
- Dossier de candidature :
- Lettre de motivation, Curriculum Vitae, copie du diplôme, copie de la pièce d'identité ou du passeport avec l'autorisation de travail pour les personnes ne détenant pas la nationalité congolaise
 - Documents complémentaires à fournir avant de participer aux tests techniques (si votre candidature est retenue) : Copie des attestations de travail, casier judiciaire de moins de 3 mois

Pour postuler envoyer votre dossier candidature à : recrutement.droi@croix-rouge.fr en précisant la mention « ACIT-Congo » AU PLUS TARD LE 12 OCTOBRE 2018

AVIS DE RECRUTEMENT

Publié le : 04/10/2018

Poste : Analyste Juridique (H/F)
Localisation : Bomassa (Congo)

Contexte :
L'Unité de Gestion du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN) est à la recherche de candidats professionnels et motivés pour combler un poste d'Analyste Juridique. Il/elle sera sous l'autorité et la supervision du Conseiller Technique en Application de la Loi de la Fondation Nouabalé-Ndoki et travaillera en étroite collaboration avec les différents services de l'Unité de Gestion du Parc (UGP) et de la Wildlife Crime Unit.

Responsabilités :
Il/elle aura les principales responsabilités suivantes :

- Former et conseiller les agents de la FNN dans le processus judiciaire, y compris la rédaction de constats d'infractions et de procès-verbaux.
- Former les écogardes à tous les aspects de la Loi Faunique et des Droits de l'Homme.
- Assister les Officiers de Police Judiciaires lors des auditions et la collecte de preuves.
- Analyser la jurisprudence, et rédiger des rapports d'analyse juridique.

Traiter et classer les informations entrantes, et assurer un classement approprié des archives-papiers.

- Assurer que le suivi des requêtes en information est à jour.
- Assister aux briefing / compte-rendu / débriefing des écogardes et autres agents de l'UGP.
- Saisir les informations entrantes dans une base de données sécurisée.
- Assurer un contrôle de qualité des données saisies.
- Rechercher, organiser et classer les archives passées afin d'enrichir la base de données.
- Exploiter les bases de données et utiliser des outils et des programmes informatiques spécifiques pour examiner les informations qu'elles contiennent, et générer des livrables, de manière spontanée ou à la demande.

- Aptitudes recherchées**
- Excellentes capacités d'organisation et de sens des responsabilités
 - Très bon esprit de synthèse (collecte et analyse des informations)
 - Bonne capacité de communication et de travail dans une équipe multiculturelle
 - Faire preuve de discrétion, de pragmatisme et de réactivité
 - Capacités à vivre dans des conditions très rustiques, en endroit enclavé pendant de longues durées
- Profil du candidat**
- Formation de type Bac +3/4/5 en Droit
 - Connaissances professionnelles de la législation Congolaise, notamment en matière de protection et d'exploitation de la faune, de la pêche et des aires protégées
 - Compétences informatiques avancées requises (Word, Excel, Power Point, Internet)
- Documents à fournir et date limite
- Curriculum vitae de 4 pages maximum incluant trois adresses des personnes de référence ;
 - Lettre de motivation (1 page maximum) adressée au Directeur de l'Unité de Gestion du Parc National Nouabalé-Ndoki à Bomassa.

Merci de mentionner « Analyste PNNN » dans l'objet de l'email. La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 15 Octobre 2018.

A Ouesso : Mme Francisca KOUDEMBA - koudebamfrancisca@yahoo.fr - Avenue Marien Ngouabi vers le Conseil Départemental de la Sangha - Ouesso

A Brazzaville : Direction Générale de Wildlife Conservation Society (WCS) - wcscongo@wcs.org - 151 Avenue Général De Gaulle, Plateau Ville, Brazzaville

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer les différents entretiens.

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Amélioration des revenus agricoles à travers le développement de filières durables et le renforcement de la société civile congolaise », financé principalement par l'Union Européenne et exécuté par l'Association de Solidarité Internationale ESSOR en partenariat avec les ONG congolaises AGRIDEV et CJID ; le projet recrute un(e) coordonateur (trice) transformation agroalimentaire basé à Brazzaville en CDD de 12 mois (renouvelable en fonction des résultats) pour une prise de fonction le 5 Novembre 2018.

Descriptif de la mission : Sous la supervision directe du chef du projet le/la coordinateur-trice TAA coordonne et assure le bon déroulement des activités de TAA, forme et encadre les 2 animateurs TAA. Il/elle gèrera donc l'ensemble des activités du volet TAA. Il aura comme principales fonctions : i) Planifier les activités du volet TAA & réaliser des bilans réguliers pour mesurer les résultats et écarts entre prévisions et réalisations, ii) Concevoir et Organiser des formations théoriques et pratiques à destination des UTAA, iii) Animer la réflexion avec les transformateurs/trices et autres acteurs pour la mise en place d'un label « fabriqué au Congo », iv) Accompagner le Lycée d'Enseignement Professionnel Agricole Amilcar Cabral (LEPAAC) pour améliorer l'offre formative sur la filière transformation agroalimentaire. La liste n'est pas exhaustive.

Profil recherché : BAC + 5 minimums en industrie agro-alimentaire ou ingénieur agronome avec forte spécialisation en transformation agroalimentaire ou tout autre domaine connexe avec un minimum de 3 années d'expérience dans le domaine de la transformation agro-alimentaire et au moins 2 années d'expérience de coordination de projet d'appui à la transformation agro-alimentaire.

Modalités de soumission des dossiers de candidature : Merci d'adresser CV + lettre de motivation + contact de 3 référents ainsi que le scan ou copie des diplômes et attestations de travail avant le 15/10/2018 à 16h par mail en un seul fichier PDF aux adresses: essorcongo.agri@gmail.com et cjidcongo2017@gmail.com

PARTENARIAT POLITIQUE

L'alliance Palu et la majorité présidentielle vole en éclats

En réaffirmant leur autonomie, le parti d'Antoine Gizenga et ses alliés se désolidarisent de la famille politique présidentielle, retirant du coup leur « soutien inconditionnel » au candidat choisi par le chef de l'Etat pour la présidence de la République.

La formation politique du patriarce Antoine Gizenga Fundji, le Parti lumumbiste unifié (Palu), est montée au créneau pour dénoncer le traitement que ses alliés d'hier et d'aujourd'hui font subir à son leader. Comme réaction et sanction, ce parti d'obédience socialiste décide de mettre un terme à l'alliance formée avec ceux qu'ils considèrent désormais comme « les bourreaux » de son secrétaire général.

On se rappellera, en effet, que l'ancien Premier ministre, Antoine Gizenga, a été écarté de la liste des candidats à la présidence de la République pour les élections attendues au mois de décembre. La Centrale électorale a jugé sa candidature irrecevable et la Cour constitutionnelle a confirmé cette décision. Les deux institutions ont argué que le formulaire du candidat avait été signé par une personne non habilitée. Le regroupement politique Palu et alliés, qui avait présenté la candidature d'Antoine Gizenga, s'est donc vu offusqué par ces décisions. Aussi a-t-il carrément décidé de rompre l'alliance formée avec les autres partis de la majorité présidentielle (MP). « *Le*



Joseph Kabila et Antoine Gizenga en 2006, lors des moments heureux de l'alliance Palu-MP

Conseil national demande aux militants, les militants du Parti lumumbiste unifié et des partis alliés, de rester unis, mobilisés et de s'abstenir de prêter oreille aux discours démobilisateurs d'où qu'ils viennent. Le regroupement Palu et alliés réaffirme son autonomie et son indépendance dans son engagement politique pour le triomphe », a martelé le deuxième vice-président de ce regroupement, le député national Henri Thomas Lokondo. Il a ainsi rappelé, le 3 octobre, l'autonomie qui les caractérise dans leurs engagements politiques, afin de gagner les prochaines élections. Déjà, en janvier dernier et même bien plus avant, l'alliance scellée entre le Palu et la MP tendait vers

une fin qui annonçait ses couleurs depuis des mois, voire des années. De plus en plus fragile avec le temps qui court et l'incertitude des jours à venir, le lien qui attachait les deux tourtereaux aux noces de 2006 et 2011 ne tenait plus qu'à un câble.

Après les sorties médiatiques de l'ancien Premier ministre (octobre 2008-mars 2012) et secrétaire permanent adjoint du Palu, Adolphe Muzito, qui critiquait ouvertement l'action des gouvernements de ces dernières années et la gestion de la crise économique qui prenait son envol dès 2015, c'est le patriarce Antoine Gizenga en personne qui était monté au créneau, profitant de son message de vœux pour faire

le point. Le patriarce avait évoqué la méfiance de certains partenaires, parties prenantes à l'Accord de la Saint-Sylvestre, particulièrement ceux de l'opposition, envers la tripartite Céni-Gouvernement-Conseil national de suivi de l'accord chargé d'évaluer le processus électoral. Il avait sollicité, d'urgence, la convocation d'un cadre de concertation en vue d'obtenir des engagements « fermes » pour le respect du calendrier publié par la Céni. « *Le peuple congolais n'a que trop attendu* », avait-il dit. Cela pourrait être la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase, sonnant les glas de l'alliance.

La fin d'une époque

Du coup, l'on se remémore cette position affirmée par certains autres hauts cadres de ce parti, le Palu, qui leur a valu, à un moment, des sanctions de la part de leur hiérarchie, soit. Avec cette rupture « plus ou moins officielle » (car dans ce genre de réactions, le parti d'Antoine Gizenga a livré à l'opinion, dans le passé, plusieurs spectacles déjà), les chemins du Palu et d'autres formations dont le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie se sont séparés. Ce qui marque un autre temps dans l'histoire politique du Congo-Kinshasa.

Cette décision, note-t-on, est consécutive à la réunion extraordinaire tenue le 26 septembre dernier sur la situation générale du pays et l'évaluation du processus électoral en cours. Un autre point fort de cette déclaration avait trait à la machine à voter, au centre de la controverse au sein de l'opinion. Le regroupement Palu et alliés a, en effet, dit constater qu'il n'y avait pas consensus au sein de la classe politique. Aussi appelait-il à la résolution des points de divergence en vue des élections crédibles et transparentes.

Le regroupement Palu et alliés recommande ainsi à la Centrale électorale de poursuivre les échanges avec différentes parties prenantes, afin de rassurer tout le monde. Il considère ce dialogue comme un gage pour la tenue d'élections crédibles et transparentes dans le pays.

Lucien Dianzenza

NATIONS UNIES

L'organisation veut évaluer le mandat de sa mission en RDC

Dans son agenda, la délégation du Conseil de sécurité attendue à Kinshasa va rencontrer les autorités congolaises, toutes les parties prenantes au processus électoral et la société civile.

La délégation composée de quinze membres est attendue ce 5 octobre dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) pour évaluer la façon dont le mandat qui a été donné à la mission onusienne dans le pays (Monusco) est mis en œuvre.

Selon la porte-parole de la Monusco, Florence Marchal, la délégation va rencontrer, en plus des autorités nationales et des responsables de la mission onusienne dans le pays, les parties prenantes au processus électoral. « *Le Conseil de sécurité va rencontrer les autorités congolaises, toutes les parties prenantes au processus électoral, la société civile. Ces membres viennent à la*



Des forces de la Monusco

fois pour recueillir les informations pour se rendre compte de la situation. Ils vont aussi délivrer les messages. Mais c'est sûr que la question électorale figurera parmi les points importants qu'ils vont aborder lors de cette visite », a indiqué Florence Marchal, sans donner de détails sur le contenu du message que cette délégation apporte à Kinshasa.

Parlant de l'objet de cette visite des membres du Conseil de sécurité en RDC, la porte-parole de la Monusco a signifié qu'il était fréquent que cet organe des Nations unies se rende dans des pays où il y a des opérations de maintien de la paix, dans la mesure où c'est cet organe qui adopte les résolu-

tions devant guider le travail de ces opérations. « *Vous le savez, la Monusco a sa feuille de route qui est inscrite dans la résolution 2409 qui a été adoptée à la fin du mois de mars par le Conseil de sécurité. Donc, il est normal que le Conseil de sécurité se rende sur le terrain afin d'évaluer la façon avec laquelle le mandat qui a été donné à la mission est mis en œuvre* », a-t-elle dit. En ce qui concerne la RDC, Florence Marchal a signifié que dans le premier volet de cette mission, la délégation va viser le processus politique et électoral, la protection des civils ainsi que la neutralisation des groupes armés.

Lucien Dianzenza

BASSIN DU CONGO

Trois millions de tonnes de viande de brousse prélevées chaque année

Selon le WWF Belgique qui a livré l'information, la quantité indiquée équivaldrait à la moitié de la production annuelle de viande bovine dans les pays de l'Union européenne.

Le WWF Belgique s'est exprimé à la suite de la diffusion, le 3 octobre, dans les émissions «Pano» de la chaîne flamande VRT et «On n'est pas des pigeons» de la RTBF, d'un reportage mettant en évidence le trafic illégal de viande de brousse, vendue principalement dans le quartier Matonge, à Bruxelles. Les équipes des deux chaînes, sous caméra cachée, y ont acheté de la viande de brousse et l'ont ensuite fait analyser par l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique. Résultat, selon les deux chaînes, cette viande, vendue comme de l'antilope, appartiendrait en réalité à l'espèce du singe à queue rouge qui bénéficie d'un programme de conservation et qui a donc été illégalement abattu. Le journaliste de la VRT, indique le quotidien belge «Le Soir», s'est également rendu à Kisangani, en République démocratique du Congo, où il a réussi à acheter du chimpanzé, une espèce protégée. Il est ensuite revenu avec cette viande dans ses bagages, sans être inquiété par les douanes belges.

Explosion de la consommation à l'échelle mondiale

Dans un communiqué rendu public le 4 octobre, WWF indique que la consommation de viande de brousse est en train d'exploser à l'échelle mondiale et que la chasse non durable contribue à vider les forêts et savanes africaines de leur faune sauvage à un rythme croissant. « Partout dans le monde, les effectifs d'animaux sauvages reculent dans des proportions sans cesse croissantes, en raison de la destruction de leur habitat et de la chasse non durable. Pour de nombreuses populations humaines, la consommation de viande de brousse constitue encore une partie im-



Photos de la viande de brousse

portante des apports alimentaires. Mais la consommation de viande de brousse a désormais largement dépassé les limites de ces communautés locales », souligne le WWF. Selon Sofie Ruysschaert, chargée de politiques Vie sauvage au WWF-Belgique, l'accroissement démographique dans les campagnes et les villes ainsi que le désenclavement de territoires autrefois inaccessibles contribuent au développement du commerce de viande de brousse. Celui-ci est aussi stimulé par la demande croissante en Occident. « Bien que le commerce de viande soit soumis à des normes sanitaires strictes et que les espèces sauvages soient protégées par la loi, de grandes quantités de viande de brousse entrent illégalement en Europe chaque semaine, en provenance d'Afrique », explique-t-elle.

Menace sur la biodiversité

À en croire WWF Belgique, la viande de brousse constitue encore aujourd'hui jusqu'à 90 % des apports en protéines animales consommées localement et demeure une source de revenus pour les familles de régions rurales. « Mais la croissance de la population crée un déséquilibre entre l'offre et la demande. Par la construction

de routes et l'établissement de camps de travailleurs, les exploitations forestières et minières contribuent à rendre plus accessibles des régions reculées de l'arrière-pays, de sorte que de nouvelles zones se trouvent exploitées par des chasseurs utilisant des techniques sophistiquées », indique l'institution dans son communiqué. En outre, poursuit le document, en l'absence d'une législation efficace et de sa mise en application effective, la chasse et le commerce de viande constituent désormais la principale menace pour 85 % des primates et des ongulés vulnérables. Mais, insiste le WWF Belgique, c'est toute la biodiversité qui en fait les frais dans les régions d'origine, avec le développement du syndrome des « forêts vides », conséquence de la disparition d'espèces clés dans les écosystèmes (par exemple, des espèces indispensables à la dispersion des graines).

Quarante-trois tonnes de viande saisies en quatre semaines

Par ailleurs, constate le WWF Belgique, de plus en plus de citoyens en Afrique et ailleurs dans le monde sont prêts à consentir des dépenses supplémentaires pour s'offrir de la viande de brousse, considérée comme

un mets délicat. Mais, renseigne l'institution, cette demande dope le commerce international, bien qu'il reste relativement limité en comparaison avec le marché local. Ainsi, informe le WWF, lors d'une opération internationale menée par Interpol en mai dernier contre le trafic de plantes et d'animaux sauvages, la viande de brousse a été la marchandise la plus confisquée, avec quarante-trois tonnes de viande saisies sur une période de quatre semaines. En outre, explique-t-on, une étude a estimé que deux cent soixante-treize tonnes de viande de brousse étaient importées à Paris chaque année (soit environ cinq tonnes par semaine) via l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle et quarante tonnes en Suisse. « Les mêmes chercheurs soupçonnent l'aéroport de Zaventem d'être une plaque tournante pour l'importation de viande de brousse, en raison du nombre élevé de vols en provenance d'Afrique. Une enquête du gouvernement fédéral est actuellement en cours en vue d'estimer l'ampleur de ce trafic. Jusqu'à présent, le défaut d'application de la loi empêche d'enrayer cette tendance néfaste », déplore le WWF. Cette institution estime que les solutions doivent prendre en compte tous les niveaux de la chaîne commerciale, avec une meilleure application de la loi, par le biais de contrôles plus efficaces et de verbalisations (ayant un effet dissuasif) dans les aéroports et les commerces. En outre, propose le WWF Belgique, une collaboration doit être développée avec les communautés locales et la diaspora africaine, afin de faire progresser la prise de conscience parmi les consommateurs. Les 11 et 12 octobre, une conférence internationale importante concernant le commerce illégal des espèces menacées se tiendra à Londres. Au cours de celle-ci, il sera demandé aux gouvernements d'intensifier leurs actions contre ce trafic.

Patrick Ndungidi

CAF-C2/DEMI-FINALE ALLER

V.Club accroche Al Masry à Port-Saïd

L'AS V.Club n'a pas marqué ni concédé un but, le 3 octobre, au Port-Saïd Stadium, face à Al Masry, en demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Les deux équipes se sont quittées sur le score de zéro but partout. Pour cette rencontre importante, le coach Florent Ibenge a fait confiance au gardien de but camerounais Nelson Lukong et en défense Djuma Shabani, Luzolo Sita, Ruddy Makwekwe et Yannick Bangala Litombo. Au milieu de terrain, il y a eu au coup d'envoi le récupérateur Nelson Munganga Omba, le dépositaire de jeu Fabrice Lwamba Ngoma et Eddy Ngoy Emomo. Le trio offensif s'est composé de Mukoko Batezadio, Jean-Marc Makusu Mundele dans l'axe et Chadrac Muzungu Lokombe.

Avec cet onze de départ, les Dauphins Noirs ont été bien en place défensivement

et aussi au milieu de terrain où Nelson Munganga a ravi des ballons. L'ailier Chadrac Muzungu aurait pu être décisif et efficace dans deux actions nettes de but. Mais le hold-up n'a pas pu se réaliser face à une belle équipe d'Al Masry, coachée par l'ancien attaquant international égyptien Hosam Hassan.

Le club de Port-Saïd a du reste préservé son invincibilité à domicile dans cette compétition, cumulant six victoires et deux résultats nuls. Al Masry n'a concédé qu'une seule défaite tout au long de la compétition, ayant été battu lors de la phase des groupes à Lusaka par Green Buffaloes de Zambie par un but à deux.

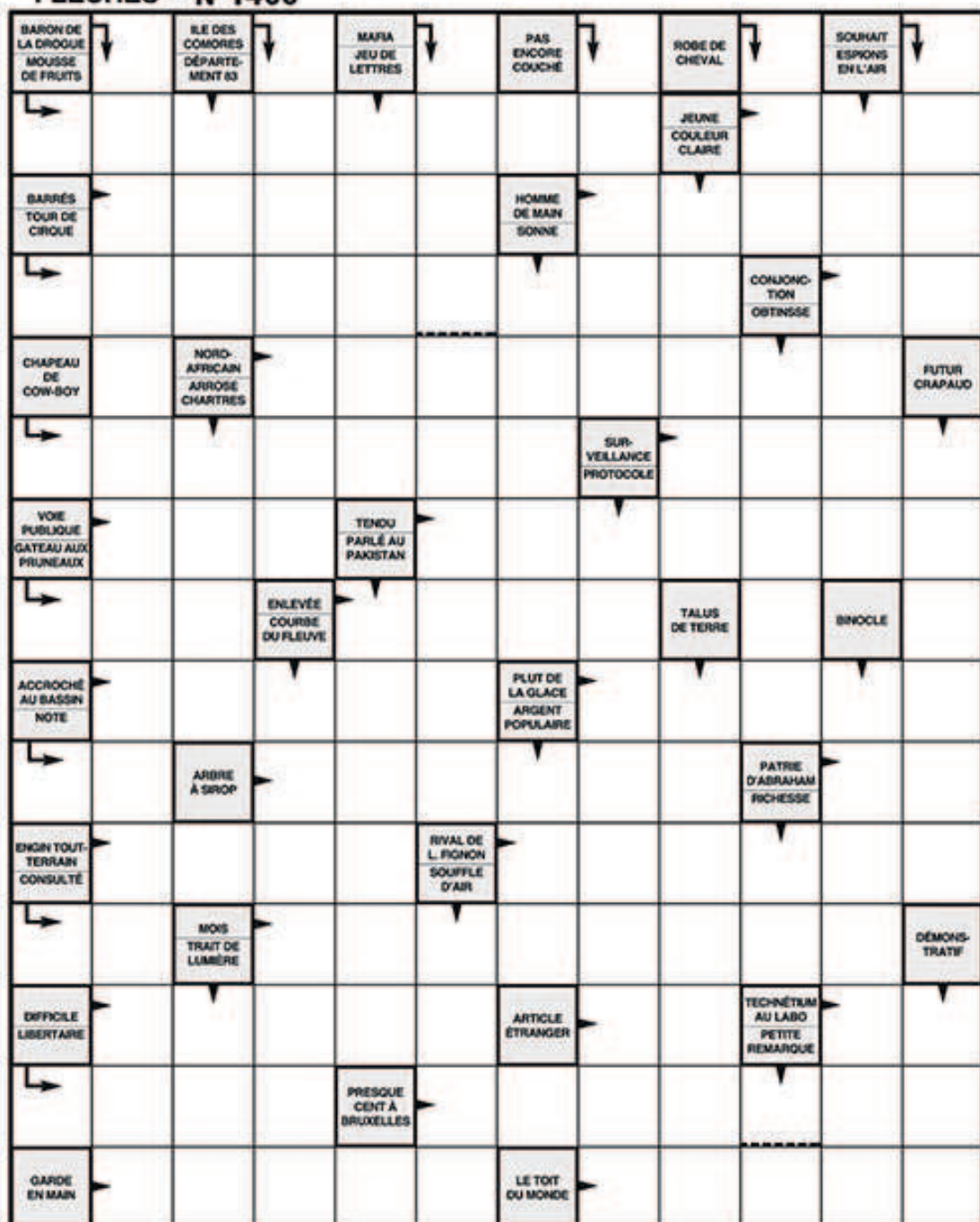
Ainsi, la demi-finale retour reste toute ouverte pour les deux équipes, et l'on devrait craindre le scénario de la double confrontation en quart de finale de la Ligue des champions d'Afrique entre le TP Mazembe et Primeiro do Agosto. Après le nul blanc



Vue du match entre Al Masry et V.Club au Port-Saïd Stadium jouera en demi-finale retour en domicile le 24 octobre prochain au stade des Martyrs, devant son public de Kinshasa-, mais aussi un piège en cas d'un match nul en encaissant des buts. wait and see.

Martin Engimo

FLÉCHÉS • N°1400



M	M	A	G	I	S	T	R	A	T	U	R	E	R	H
B	F	B	A	E	C	A	M	I	L	A	R	O	M	A
R	I	O	Z	E	N	A	T	U	O	S	U	X	A	G
I	G	N	E	R	P	E	T	S	G	T	I	I	R	A
Q	U	U	T	T	G	O	E	V	I	V	N	O	C	R
U	E	S	T	R	U	I	N	N	Q	S	T	H	U	D
E	D	S	E	N	N	S	E	G	U	T	A	C	B	X
T	E	I	C	C	O	O	E	C	E	R	C	V	O	R
N	V	N	S	R	I	L	H	G	I	R	H	G	U	A
C	U	R	A	E	A	V	Y	C	N	F	A	G	F	G
U	L	E	M	B	R	Y	O	N	O	I	I	L	F	N
D	F	V	E	L	U	T	O	N	C	C	S	R	I	A
A	F	Y	A	N	K	E	E	N	L	N	E	L	O	H
C	E	H	O	R	A	I	R	E	A	O	B	J	E	T
E	I	G	I	F	F	E	R	E	B	P	E	R	L	E

NOVICE
NYLON
OBJET
ORIFICE
PERLE
PONCIF
RESIDU
ROUTINE
SINGE
SIOUX
SOUTANE
VASISTAS
VERNIS
VIERGE
YANKEE

[illegible]

			4		9				7	3				8				6
			4				2						6	4			3	
2	5			3			8					6			4			
		3										9						
9			5					6										8
		4											5					
6	1			7			3					2		5				
			7					8										
				1			5											

									7	3					8				6
													6	4			3		
									9	6	5	7					2		
											8			3			5		9
									3				8			5			1
									2			9			7		4		
										7						9	1	5	2
										9			5	2					
									5				6					9	8

EN PARTANT DES
CHIFFRES REM-
PLISSEZ LA PAGE
DE TELLE SORTE
QUE CHAQUE CO-
LONNE DE 3 X 3
CONTIENNE UNE
SEULE FOIS LES
CHIFFRES DE 1 À 9

LA SOLUTION
DE
LA SEMAINE

SOLUTION
Le mot mystère est
JEUNESSE

Mots casés

MOTS CASES N°250

G	R	A	V	E		G	R	O	G
A	U	B	E	R	G	E			R
D	E	S	S	E	I	N		N	E
G	R	E	S		N	E	V	E	U
E		N	I	D	S		O		L
T	A	T	E	R		G	I	T	E
	B				E	C	O	L	E
G	R	O	S	S	E		E	T	E
R	U	S	E	S		G	R	I	L
E	T		R	A	G	E		N	I
D	I	N	A	I	E	N	T		T
I		O	C		R	O	U	T	E
N	U	E			M	E	U	T	E

Mots fléchés

MOTS FLÉCHÉS • N°1399

	M	O	V		K	P	O	
P	O	P	U	L	A	R	I	S
	R	I	V	E		A	P	P
U	T	E	R	U	S		P	H
	A	M	E	R	I	C	A	I
A	D	O		R	A	I	N	
	E	N	S	E	M	E	N	C
A	L	T	O		O	U	S	
	L	V	O	I	X		E	M
P	E	P	I	N	S		B	R
			L	E	D		N	O
F	L	A	T	E	N	C	E	
	A	I		L	A	I	D	E
G	I	N	S	E	N	G		P
	E	T	E		D	E	L	E

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°390 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°398 •

2	5	6	8	9	4	3	1	7	1	4	3	7	8	9	6	2	5
7	4	3	6	5	1	9	8	2	9	7	2	6	1	5	4	8	3
1	8	9	2	3	7	4	5	6	6	8	5	2	4	3	7	9	1
6	1	2	4	8	5	7	9	3	5	6	7	1	9	8	2	3	4
8	7	5	9	6	3	1	2	4	4	3	9	5	2	7	8	1	6
9	3	4	1	7	2	8	6	5	2	1	8	4	3	6	9	5	7
5	9	7	3	2	8	6	4	1	8	5	1	9	6	4	3	7	2
3	6	1	5	4	9	2	7	8	3	2	6	8	7	1	5	4	9
4	2	8	7	1	6	5	3	9	7	9	4	3	5	2	1	6	8

MUSIQUE

Le directeur général de «Trace Congo» attire l'attention des arnaqueurs

Au cours d'un échange qu'il a eu avec les professionnels de la musique et de divertissement, le 4 octobre à Brazzaville, Ethel Ngombé a mis en garde les artistes qui se laissent escroquer.

Le but de la rencontre a été d'évoquer certains aspects relatifs à la programmation et la diffusion des clips vidéos sur «Trace Congo». En effet, depuis six mois que les médias «Trace kitoko» et «Trace FM» ont commencé leur diffusion, il était de bon aloi de dresser un petit bilan des aspects positifs et négatifs. Il a été question de voir les choses à corriger là où cela fait défaut et les points positifs que ce média a pu apporter dans l'évolution du business des artistes.

Ethel Ngombé a rappelé que Trace Kitoko a été lancé à Brazzaville pour faire la part belle à cette ville. Mais il se trouve, a-t-il regretté, que les Brazzavillois ne sont pas motivés comme les Ponténégrins qui prennent le dessus pour se faire connaître. Les managers de Brazzaville n'envoyant pas assez de produits, alors que le combat aujourd'hui est de faire accepter les artistes congolais partout à travers le monde.

Compte tenu du fait que le marché congolais, jeune qu'il est,

est encore en train de prendre corps, «Trace» accepte certaines souplesses mais à partir du mois d'avril 2019, marquant le premier anniversaire de son lancement pour les deux Congo, la programmation sera stricte, a fait savoir Ethel Ngombé.

Il a expliqué à ses interlocuteurs que le comité de programmation fonctionne d'une seule manière mais sur deux pôles. Des soumissions de programmation sont faites au départ à partir des deux Congo, a-t-il dit, avant d'être soumises aux discussions avec les programmes qui viennent de Paris où se trouve la régie. En effet, a-t-il argumenté, des comités de programmation communs se tiennent toutes les semaines, pour décider de ce qu'il y a lieu de diffuser entre ce qui vient de Paris et ce qui vient du Congo, insistant la neutralité de ce comité. «Trace» n'est pas corruptible. Il faut que la programmation soit indépendante, parce que si le choix des programmes et les vidéos à diffuser doivent



Le directeur général de «Trace Congo» s'adressant à ses interlocuteurs

dépendre de l'argent, on va se retrouver avec de mauvais clips. Dès lors, on va baisser la qualité de l'écran, donc de notre audience et finalement on sera perdant. C'est pour cela qu'il y a une séparation entre la programmation qui décide du choix de la couleur de nos médias et le marketing qui est là pour vendre des espaces autour de nos chaînes », a précisé Ethel Ngombe.

L'occasion était tout indiquée pour le directeur de «Trace Congo» d'expliquer le proces-

sus d'envoi des clips à «Trace TV», à l'adresse e-mail programmationcongo@trace.TV «Vous adressez votre clip, la programmation reçoit. Certes, nous sommes très sollicités parce qu'on reçoit près d'une cinquantaine de clips par semaine mais on répond à tout le monde. Généralement, sur une semaine, voire dix jours, on a le retour de la programmation qui informe si c'est accepté ou non », a-t-il signifié. Le directeur de «Trace Congo» a demandé aux producteurs et artistes de ne pas

passer par de tierces personnes pour envoyer des clips vidéos. «Il n'y a personne aujourd'hui qui soit habilité de dire que j'ai la capacité de faire entrer tel titre en diffusion ou tel autre, si ce n'est moi-même. Je le dis de manière claire, que ce soit sur Brazzaville, Pointe-Noire, Kinshasa ou autres villes. Si quelqu'un vient vous dire qu'il faut donner de l'argent pour entrer en programmation, il ne faut pas l'accepter », a-t-il martelé.

Bruno Okokana

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : la rentrée des classes

La rentrée des classes était un moment extraordinaire. Moins aujourd'hui. Au moment de l'indépendance, deux types d'écoles avaient cours au Congo : l'école laïque et l'école confessionnelle. Toutes les écoles confessionnelles passèrent sous le giron laïc en 1965, suite à la nationalisation de l'enseignement. Cet édifice chancelant fut chamboulé par la Conférence nationale souveraine qui réhabilita l'enseignement confessionnel et institua le principe de l'école privée, autre que confessionnelle. Catastrophe. On n'a pas encore évalué les méfaits de cette Conférence nationale souveraine. C'est peu dire qu'elle s'est souvent trompée. N'importe quel quidam devint promoteur d'école. Et les établissements privés fleurirent sur toute l'étendue du territoire national. La déconfiture de l'école publique, débutée au seuil des années 70 du siècle dernier, avec l'école du peuple, s'accéléra brutalement. Les enseignants, émergeant au budget de l'Etat, firent «l'école buissonnière» et se mirent au service des promoteurs privés sans être inquiétés le moins du monde, dans un pays où la sanction a rendu l'âme depuis longtemps.

L'Etat est mort, vive l'Etat. Sans Etat, pas de rigueur. D'où, la nécessité de sa restauration. Paradoxe quand tu nous tiens ! À quelques jours des 60 ans de

la République, peu de ministères ont des bilans satisfaisants à faire valoir. Certains ministres et certains députés, préoccupés par leur reconduction aux postes qu'ils occupent, à l'approche de la rentrée, repartent dans leurs villages et deviennent les nouveaux bons samaritains, donnant à profusion des sacs, des cahiers et autres stylos, oubliant qu'ils sont des ministres de la République et des députés nationaux. Au demeurant, ce n'est pas leur rôle de se substituer à l'Etat. Ce qui confère à leurs actions un pathétisme affligeant. Ces actions nourrissent le communautarisme et le repli identitaire. C'est la preuve qu'ils ne sont pas pénétrés de l'intérêt général et qu'ils mettent leur énergie à satisfaire leurs petites ambitions nourries d'un grégarisme bestial. Cette propension démiurgique se heurte à la difficulté des tâches à faire et des besoins à satisfaire. Car, en réalité, leur saupoudrage ponctuel ne peut cacher les limites de leur capacité à régler les problèmes de la multitude. C'est un autre sujet.

On attend des uns, les ministres, des actions de portée générale, et des autres, les députés, un contrôle drastique de l'action gouvernementale et le vote de lois émancipatrices. Au lieu de quoi, mal inspirés, ils se livrent à des facéties pour distraire le chaland. Le Congo gagnerait à avoir des ministres et des députés mus par une ambition nationale qu'ils transfor-

meraient en actions performantes pour le bien-être général. Le ministère de l'enseignement vient de publier la liste des établissements sommés de fermer en 2019. Une école, ce n'est pas une maison d'habitation transformée en salles de classe ; sans préau, sans cour de récréation, sans infrastructures pour la pratique du sport, etc., autant de lacunes qui disqualifient ces endroits pompeusement appelés «écoles». Peu, en réalité, répondent aux normes minimales qui fondent un établissement scolaire.

C'est un crève-cœur de constater que l'école vit désormais d'expédients au lieu d'une vraie politique de remise en ordre. Dans les classes, à mon époque, on venait de tous les coins de la République sans références sociales en bandoulière. Il existe, aujourd'hui, au sein de l'école privée, une discrimination par l'argent qui est contraire à l'esprit de l'école laïque qui a permis à des gens de familles modestes de tutoyer, des années après, le sommet de la hiérarchie sociale. L'école était un lieu de contacts. Aujourd'hui, enfants de «riches» et enfants de «pauvres» ne se croisent plus à l'école comme hier. Les premiers sont désormais scolarisés dans des écoles privées prestigieuses, aux coûts exorbitants, et les autres dans celles qui le sont moins. Les premiers sont envoyés plus tard en Europe ou aux Etats-Unis, les autres se battent à l'Université Marien-Ngouabi, à coup d'années

scolaires tronquées, ou, faute de mieux, se débrouillent dans quelques instituts des pays voisins sur le continent. C'est la triste réalité.

L'école publique ou confessionnelle de mon époque a été un puissant lieu de brassage. Ce brassage qui a fait de Poto-Poto un bel exemple de cosmopolitisme à travers le fameux «mwana Poto-Poto», expression archétypale du vivre ensemble et réalité quotidienne, qui fonde l'identité des enfants de ce quartier au destin commun, être de Poto-Poto. Il est regrettable de constater que cette culture s'ébrèche régulièrement, d'autant que de nombreux enfants de Poto-Poto ont émigré vers les nouveaux quartiers qui forment dorénavant le nouveau Brazzaville, et que l'école ne joue plus son rôle de formatage du citoyen. L'échec scolaire est dramatique dans ce quartier où prospèrent désormais les «bébés noirs» et autres «kulunas», ces sans-desseins qui terrorisent les paisibles citoyens. L'école a véritablement failli.

Au moment de la rentrée des classes 2018-2019, voilà un véritable sujet de dialogue citoyen. Mais, ce qui intéresse les politiciens, c'est le dialogue «partage du gâteau national», expression honteuse et exécrable. Aujourd'hui, ce ne sont pas les sujets de dialogue qui manquent. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu